ELLE L'A TRAITÉE DE «DÉLINQUANTE»

Hanoune torpille Labidi

La réplique de Hanoune à la ministre de la Culture ne s'est pas fait attendre. La secrétaire générale du Parti des travailleurs considère que Nadia Labidi s'est comportée en «délinquante» et en «chef de bande» en la menaçant et en envoyant des «barbouzes» chez elle.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Comme il fallait s'y attendre, Louisa Hanoune fait appel à ses talents d'oratrice redoutable pour répondre à la ministre de la Culture. Droit au but, la secrétaire générale du PT a torpillé la ministre de la Culture la qualifiant de «délinquante» agissant en véritable «chef de bande».

Hanoune estime, en effet, que Labidi avait violé tous les us de la République en menaçant ouvertement un responsable politique sans même informer le Premier ministre de cette démarche. Hanoune a tenu à préciser que l'échange d'amabilités entre elle et la ministre de la Culture n'avait rien d'une histoire personnelle mais qu'il s'agit bien d'un conflit qui devrait trouver règlement dans la sphère du politique.

Le numéro un du PT regrette que la ministre de la Culture ait choisi une tout autre méthode en réaction aux propos la mettant en cause.

Scandalisée, Hanoune affirme que des individus s'étaient présentés chez elle. Ne les ayant pas reconnus, elle a, dit-elle, fait appel au responsable de la sécurité du parti. Ces individus ont, dit-elle, trompé les voisins qui leur ont ouvert la porte de l'immeuble.

N'ayant pas pu remettre la fameuse lettre rendue publique par Labidi à Hanoune, ces mêmes individus se sont dirigés vers le siège du parti, usant d'un ton menaçant.

Des méthodes de «barbouzes», dit-elle, puisque même lorsque la présidence de la République envoie des missives à Hanoune, elle le fait faire par le biais de la directrice du protocole.

Ceci pour la forme. Dans le fond, Hanoune maintient, sans surprise aucune, ses propos considérant que depuis son arrivée à la tête du département de la culture, Labidi a usé des deniers publics selon son bon vouloir.

La secrétaire générale du PT estime qu'il lui faudrait beaucoup de temps pour énumérer les pratiques douteuses de la ministre de la Culture, se limitant, dit-elle, à la gabegie et à la dilapidation de l'argent car, dit-elle, «il y a des choses encore plus grave», notamment au plan de la diplomatie et de son adhésion à une ONG aux orientations contraires à la politique de l'Algérie.

Hanoune avoue avoir patienté une année avant de rendre publiques le informations qu'elles détenaient sur la gestion du ministère de la Culture. «J'étais gênée. Pendant une année, je me suis retenue mais je l'ai avertie à l'occasion de la cérémonie du 1er Novembre que si elle continuait elle irait en prison», dit-elle mais constatant que la ministre «exagérait», Hanoune a décidé de parler pour ne pas «être complice».

Le feuilleton Labidi-Hanoune n'est visiblement qu'à son début puisque la première responsable du PT affirme que ce que les députés de son parti avaient dit à l'APN ne représentait qu'une infime partie et que si elle avait «du temps à perdre», c'est elle qui prendrait l'initiative de la poursuivre.

Au passage, Hanoune n'a pas épargné le ministre de la Communication et le DG de l'ENTV qui se rendent complices dans ce conflit d'intérêts en diffusant une émission produite par la société de la ministre.

Boudiaf dans le collimateur

Louisa Hanoune n'a pas non plus épargné le ministre de la Santé, évoquant l'existence d'une véritable «délinquance ministérielle».

Hanoune faisait allusion aux récentes attaques du ministre de la Santé qui s'en était pris, depuis Annaba, à la première responsable du PT. Elle dira que «le peuple sait qui est au service de l'oligarchie et qui a donné des contrats d'exclusivité à des entreprises étrangères et à un individu intervenant dans les travaux publics et n'ayant aucun lien avec la santé». Et d'ajouter que «le félon, c'est celui qui veut trahir un des principes de la Révolution en remettant en cause la gratuité des soins, c'est celui qui décide de faire appel à des étrangers pour la gestion des hôpitaux».

Hanoune exige qu'une commission d'enquête soit mise en place pour mettre un terme à «la rapine et à la gabegie» et aux «comportements maffieux» qui seraient à l'origine de la démission du secrétaire général du ministère de la Santé. La justice, dit-elle, devrait se saisir du dossier.

Idem pour l'affaire du cahier des charges concernant les concessionnaires et où des soupçons de délit d'initié planent. Son parti, dit-elle, ne s'adaptera jamais à cette «dérive oligarchique» et appelle à mettre à la porte les ministres qui sont derrière car, conclut-elle, il y a urgence à mettre un terme aux scandales en cascade».

N. I.

LUTTE CONTRE LE TERRORISME À SIDI-BEL-ABBÈS

Une quarantaine de personnes convoquées par la gendarmerie

Dans la journée de lundi dernier, une quarantaine de personnes résidant dans la localité de Marhoum dans le sud de la wilaya de Sidi-Bel-Abbès ont été convoquées par la gendarmerie dans le cadre d'une affaire de soutien suspecté aux groupuscules de terroristes qui activent dans cette région et cela suite à l'interception d'un groupe de terroristes dans la zone boisée dite «Fidh Soug» située entre la région de Marhoum et Taourira le week-end dernier.

Ce groupe de terroristes qui étaient postés à cet endroit ce jour-là, s'adonnaient au lavage de leurs effets vestimentaires et attendaient probablement de l'eau et des provisions pour repartir, ont été interceptés par les éléments de l'ANP. S'en est suivi un violent accrochage mais aucune victime militaire n'est à déplorer heureusement. Les terroristes ont finalement pris la fuite abandonnant linge, sacs et paires de jumelles pour se fondre dans cette zone forestière très touffue. Les sources de sécurité qui mènent une enquête dans le cadre de cette affaire ont convoqué une quarantaine de personnes pour tenter de cerner les tenants et les aboutissants de cette présence de terroristes le week-end dernier dans cette zone.

A. M.

AZAZGA

Cinq terroristes abattus

Selon une source sécuritaire, des militaires relevant du 43e bataillon de parachutistes stationnés à l'est de Tizi-Ouzou ont mené une opération, engagée avant la fin de matinée, dans les environs du village Hendou, dans la commune d'Azazga, à une quarantaine de kilomètres à l'est de Tizi-Ouzou.

Selon la même source, l'opération, enclenchée suite à des informations sur la présence de terroristes dans les parages, s'est soldée d'abord par la mise hors d'état de nuire de deux terroristes, deux heures après le début de l'assaut des éléments de l'ANP, avant qu'il ne soit confirmé, en fin d'après-midi, que d'autres terroristes ont été abattus. L'opération se poursuivait toujours en fin de journée.

A. M.

LA RÉPONSE DE LABIDI :

«Que Hanoune apporte les preuves de ses accusations»

La ministre de la Culture invite la patronne du PT à présenter les preuves des accusations de «conflits d'intérêts» qu'elle a portées contre elle.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - «Je défie ceux qui m'accusent d'apporter les preuves de ce qu'ils avancent», affirmait Nadia Labidi, hier mardi à la mi-journée, à la fin des débats autour du projet de loi relatif aux activités et au marché du livre à l'APN. «Je ne permettrai à personne d'attenter à mon honneur. Vous avez des preuves, présentez-les.

J'estime que la déontologie accompagne également l'exercice politique», a poursuivi la ministre. «Je suis venue au ministère propre et j'espère en repartir chez moi propre», a-t-elle encore ajouté, estimant que tout le monde savait à sa nomination comme ministre de la Culture qui elle était. «J'étais enseignante universitaire et gérante d'une toute petite société qui fait de petits films et des émissions de divertissements pour les enfants à la Télévision nationale», s'est-elle contentée d'affirmer.

Sans apporter des contradictions aux accusations de la patronne du PT relayée par les députés du parti, Labidi s'est limitée à soutenir «ne pouvoir faire les choses en dehors de la réglementation». Elle rejoindra ses accusateurs dans la revendication d'une «commission d'enquête» parlementaire pour, affirmait-elle, faire la lumière sur la «traçabilité» du budget du ministère.

Un budget «minime», dit-elle, invitant les députés qu'elle a couverts de louanges pour leurs remarques «pertinentes» qu'elle était la seule peut-être à «dénicher» dans le cadre des débats sur le projet de loi relatif aux activités et au marché du livre, à l'aider dans la perspective de le revoir à la hausse. Encore que, a-t-elle poursuivi, que ce budget profite aux «artistes, des «Algériens». «Vous devez nous aider pour une culture scientifique, une culture de proximité. Je suis au service du peuple avec une vision, une stratégie», s'est-elle adressée aux députés, une poignée à daigner être de cette plénière.

A propos de la fameuse lettre qu'elle a adressée à la secrétaire générale du PT l'invitant à apporter les preuves de ses accusations, ou se dédire à défaut de poursuites judiciaires, la ministre de la Culture a expliqué vouloir «savoir ceux qui étaient derrière ces accusations». A comprendre que Louisa Hanoune que Labidi affirme «respecter beaucoup pour son parcours» aurait été «montée » contre elle par «on ne sait qui».

Quelques instants auparavant, un autre député du PT, Nadia Yefsah, a affirmé que Hanoune était prête à «se dessaisir de son immunité parlementaire pour peu que la ministre de Culture se décide à une confrontation judiciaire».

M. K.

CORRUPTION EN ALGÉRIE

Un fléau «sous le haut patronage»

Pour le RCD (Rassemblement pour la culture et la démocratie) et le mouvement Hamas, la corruption en Algérie, qui a affecté toutes les institutions de l'Etat, est désormais «sous le haut patronage».

Intervenant hier, lors d'une rencontre de la Coordination nationale pour les libertés et la transition démocratique (CNLTD), tenue au siège du Front El Adala, à Alger, le président du RCD, Mohcine Belabbas, a affirmé que la corruption en Algérie est un problème purement politique. «Elle commence aux fraudes aux élections, et ce depuis 1962», dit-il.

Aujourd'hui, poursuit-il, «la corruption est sous le haut patronage». Sinon, s'interroge-t-il, «comment expliquer qu'un ministre soit cité dans une affaire de justice et peu de temps après, désigné comme président du Conseil constitutionnel ? Et comment l'implication de l'ex-ministre de l'Energie, Chakib Khelil, dans l'affaire de Sonatrach a suscité l'indignation de certains responsables». Soulignant que ce fléau a affecté tous les ministères, il appelle à la mise en place d'une commission d'enquête sur la gestion de tous les ministres. Selon lui, il est question de rendre justice à certains d'entre eux et de compromettre ceux impliqués dans des affaires de corruption.

Même s'il considère que la lutte contre la corruption est devenue un «tabou» dans notre pays, le président du RCD assure qu'elle ne peut se faire sans, d'abord, le départ du système actuel. Selon lui, la mise en place d'une instance indépendante pour la préparation des élections, d'une Constitution consensuelle et d'une période de transition démocratique doivent s'ensuivre.

Pour sa part, Nacer Hamdadouche, membre du bureau national du Hamas, a estimé que l'absence du président de la République est l'une des principales causes qui a favorisé la propagation de la corruption dans les différentes institutions de l'Etat.

Pour lui, l'ouverture des grandes affaires de corruption telles que l'affaire de l'autoroute Est-Ouest et celles de Sonatrach I et Sonatrach II, n'est qu'«une lutte des clans et un règlement de comptes». Il évoque aussi l'absence totale d'une réelle volonté politique pour lutter contre la corruption. Pourtant, ajoute-t-il, les textes permettant de lutter efficacement contre ce fléau existent.

Ry. N.

MEKLA (TIZI-OUZOU)

Recueillement à la mémoire d'une victime du Printemps noir 2001

Dans le cadre de la commémoration des événements du Printemps noir 2001, un hommage a été rendu à Mekla, dans la matinée d'hier, à la mémoire de Hamenad Youcef tué par balle le 28 avril 2001 par les gendarmes, qui ont violemment réprimé, ce jour-là, les manifestations qui ont été organisées à Mekla et à travers toute la Kabylie, lors des événements d'avril 2001. A l'issue de la marche à laquelle ont pris part de nombreux citoyens, le maire de la ville a tenu à rendre hommage à la victime et à travers elle, à toutes les victimes de la répression sanglante des événements du Printemps noir. Une stèle commémorative sera érigée à la mémoire des victimes de ces événements originaires de Mekla qui sont au nombre de 31, toutes mortes par balles. Un recueillement en hommage à Hamenad Youcef devait être organisé à l'issue de cette commémoration, qui a vu même l'implication des établissements scolaires de la ville qui ont dû fermer leurs portes durant une bonne partie de la journée d'hier.

A. M. S.